



Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (Pt N°1)  
17 (Pt N°8 au N°6)

Nombre de pouvoirs : 4 (Pt N°1)  
3 (Pt N°2 au N°6)

Nombre de votants : 20

Convoqués le :  
06/11/2015

## PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU DIX NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

#### Etaient présents :

Monsieur FRANZKE Raymond, Madame BASSOT Catherine, Madame COLLIN-CESTONE Nathalie, Monsieur DESFORGES Jérôme, Madame LESURE Cathy, Adjoints au Maire.

Madame ADAM Claire, Monsieur BURGUND Marc, Monsieur BEBON Claude, Monsieur CHOLLOT Bernard, Monsieur GALLETTA Calogero, Madame HERRMANN Laurence, Monsieur MAHIEU Jean-Loup, Monsieur PERRET Richard, Madame BERTON Mireille, Madame HANESSE Marie-José, Conseillers Municipaux.

#### Absents ayant donné pouvoirs :

Monsieur LEVIS Didier a donné pouvoir à Monsieur GALLETTA Calogero  
Monsieur HANEN Christian a donné pouvoir à Madame LESURE Cathy  
Madame SCHMIDT Jessica a donné pouvoir à Monsieur FRANZKE Raymond  
Monsieur GROUTSCH Yannick a donné pouvoir à Madame COLLIN-CESTONE Nathalie

Absents Excusés : Madame MOUGEOT Sandrine, Madame BRISSÉ Sandrine, Madame GAYRAL Isabelle

Secrétaire de Séance : Madame HERRMANN Laurence

=====

Communication : Monsieur le Maire informe les membres du Conseil que Monsieur BECKER a fait appel du rejet de sa requête début Juillet.  
Maître DOLLE, avocat qui suit l'affaire depuis le début continuera de défendre la commune.

=====

*Monsieur le Maire rappelle que toute communication entre le public et les membres du Conseil Municipal est interdite.*

=====

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA RÉUNION DU 22 SEPTEMBRE 2015 : **Approuvé à l'unanimité des membres présents.**

=====

#### Indemnité de Conseil allouée au trésorier principal

Monsieur Jérôme DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances explique aux membres du Conseil Municipal que les comptables du Trésor Public peuvent fournir une aide technique aux collectivités territoriales dans les conditions fixées par l'article 97 de la loi du 2 mars 1982, le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 et les arrêtés du 16 décembre 1983 et du 12 juillet 1990.

Le comptable public intervient alors, à titre personnel, en dehors de ses attributions de fonctionnaire de l'État, à la demande des collectivités territoriales, en contrepartie de ce travail, une indemnité lui est allouée. Son montant est déterminé à partir de la moyenne annuelle des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre, des trois derniers budgets exécutés, à laquelle est appliqué le barème figurant dans les arrêtés susmentionnés.

Le Conseil décide d'attribuer à Madame CHALLI Mireille, Receveur, le taux maximum de l'indemnité de conseil prévue par l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 pris en application des dispositions de l'article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et du décret n° 82-979 du 19 novembre 1982.

L'indemnité est calculée par application du tarif ci-après à la moyenne des dépenses budgétaires des sections de fonctionnement et d'investissement, à l'exception des opérations d'ordre et afférentes aux trois dernières années :

Sur les 7 622.45 premiers euros à raison de 3 ‰  
Sur les 22 867.35 euros suivants à raison de 2 ‰  
Sur les 30 489.80 euros suivants à raison de 1,50 ‰  
Sur les 60 679.61 euros suivants à raison de 1 ‰  
Sur les 106 714.31 euros suivants à raison de 0,75 ‰  
Sur les 152 449.02 euros suivants à raison de 0,50 ‰  
Sur les 228 673.53 euros suivants à raison de 0,25 ‰  
Sur toutes les sommes excédant 609 796.07 d'euros à raison de 0,10 ‰

En aucun cas l'indemnité allouée ne peut excéder une fois le traitement brut majoré 150.





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (Pt N°1)  
17 (Pt N°8 au N°6)

Nombre de pouvoirs : 4 (Pt N°1)  
3 (Pt N°2 au N°6)

Nombre de votants : 20

Convoqués le :  
06/11/2015

## PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU DIX NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et régions et notamment son article 97,

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs des services extérieurs du Trésor chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux,

Sur proposition de Monsieur Jérôme DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE de verser l'indemnité de conseil à Madame CHALLI Mireille, Trésorier Principal, telle que décrite ci-dessus pour toute la durée du mandat.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### **APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ**

*Monsieur DESFORGES précise que l'indemnité allouée au trésorier en 2013 était de 553,25 € brut.*

### **Demande de subvention à la CAF de la Moselle**

Madame Nathalie COLLIN-CESTONE, adjointe au Maire déléguée aux affaires scolaires et périscolaires informe les membres du Conseil Municipal que la Caisse d'Allocations Familiales intervient financièrement pour soutenir des projets qui relèvent de ses différents domaines prioritaires et notamment l'accueil des enfants et des jeunes.

Il est proposé de solliciter la CAF de Moselle en vue d'obtenir une subvention d'investissement pour l'année 2016 d'un montant de 2 850 € correspondant à des dépenses d'acquisition de matériel informatique pour le service périscolaire.

Sur proposition de Madame Nathalie COLLIN-CESTONE, adjointe au Maire déléguée aux affaires scolaires et périscolaires,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE de solliciter la CAF en vue d'obtenir une subvention d'investissement pour l'année 2016,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la demande de subvention ainsi que toute pièce s'y rattachant.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### **APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ**

*Madame COLLIN-CESTONE rappelle que cette subvention est demandée annuellement. Pour mémoire en 2015, 1300 € avait été demandés et la subvention acceptée par la CAF était de 600 €.*

### **Contrat groupe d'assurance statutaire du Centre de Gestion**

Monsieur DESFORGES Jérôme, Adjoint au Maire chargé des Finances, explique aux membres du Conseil Municipal que la commune est adhérente au contrat d'assurance proposé par le centre de gestion de la Moselle couvrant les risques statutaires des agents (congés et décès).

Ce contrat arrivant à échéance le 31 décembre 2016, il convient de le remettre en concurrence afin de conclure un nouveau contrat en capitalisation entrant en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Il est précisé au Conseil Municipal que si au terme de la consultation, les conditions obtenues ne convenaient pas, la collectivité peut ne pas adhérer au contrat proposé pas le Centre de Gestion.





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (Pt N°1)  
17 (Pt N°8 au N°6)

Nombre de pouvoirs : 4 (Pt N°1)  
3 (Pt N°2 au N°6)

Nombre de votants : 20

Convoqués le :  
06/11/2015

## PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU DIX NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Il est donc demandé au Conseil Municipal de charger le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Moselle à lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée.

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1983 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26,

VU le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

VU le Code des assurances,

VU le Code des marchés publics,

Sur proposition de Monsieur Jérôme DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

CHARGE le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Moselle de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Les conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- pour les agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : décès, accident / maladie imputable au service, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, temps partiel thérapeutique, disponibilité d'office, invalidité.

- pour les agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, grave maladie, maternité / paternité / adoption, reprise d'activité partielle, activité partielle pour motif thérapeutique.

Les conventions devront également avoir les caractéristiques suivantes :

- Durée de contrat : 4 ans à effet au 1er janvier 2017,
- Régime du contrat : capitalisation.

PRECISE que la décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

AUTORISE le Maire, ou son représentant, à signer les conventions en résultant.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### **APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ**

*Monsieur GALLETTA demande pourquoi le Conseil Municipal doit se prononcer un an à l'avance.*

*Monsieur DESFORGES lui explique que dans ce type de marché les délais de préparation de marché et de consultation sont relativement longs. Madame BASSOT demande si la collectivité est obligée de cotiser pour l'assurance.*

*Monsieur DESFORGES l'informe que la collectivité a effectivement obligation d'assurer ses agents.*

### **Commission Communale : Modification des Membres**

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'en date du 9 Juin dernier, Madame Sandrine MOUGEOT, Conseillère Municipale a intégré la commission des Affaires Scolaires, Périscolaires et Petite Enfance.

Aussi, Madame MOUGEOT étant déléguée de parents d'élèves, elle demande de procéder à son retrait de ladite commission afin de ne pas générer de conflits entre ses deux fonctions.



Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (Pt N°1)  
17 (Pt N°8 au N°6)

Nombre de pouvoirs : 4 (Pt N°1)  
3 (Pt N°2 au N°6)

Nombre de votants : 20

Convoqués le :  
06/11/2015

## PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU DIX NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

Par ailleurs, Madame Marie-José HANESSE a émis le souhait d'intégrer la commission Urbanisme et Environnement, Il est demandé aux membres du Conseil Municipal d'approuver son intégration dans cette dernière.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-22,  
Considérant que Madame HANESSE souhaite intégrer la commission Urbanisme et Environnement ;

Considérant que Madame MOUGEOT demande son retrait de la commission des Affaires Scolaires, Périscolaires et Petite Enfance ;

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

PREND ACTE du retrait de Madame Sandrine MOUGEOT de la Commission Communale des Affaires Scolaires – Périscolaires – Petite Enfance qui se compose à présent ainsi :

COLLIN-CESTONE Nathalie – Vice-Présidente  
GALLETTA Calogero  
ADAM Claire  
LESURE Cathy

APPROUVE l'intégration de Madame HANESSE au sein de la Commission Urbanisme et Environnement ainsi que sa nouvelle composition :

BASSOT Catherine – Vice-Présidente	SCHMIDT Jessica
PERRET Richard	GAYRAL Isabelle
BEBON Claude	HANEN Christian
FRANZKE Raymond	HANESSE Marie-José
BRISSE Sandrine	

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1

HANESSE Marie-José

### Bibliothèque : Gratuité d'adhésion pour ses bénévoles et sa bibliothécaire

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que la bibliothèque fonctionne en grande partie grâce aux bénévoles qui y travaillent ainsi qu'à l'investissement de Madame Laura MATHIEU, la bibliothécaire.

Dans une démarche de reconnaissance envers le travail fourni par les bénévoles et Madame MATHIEU, il est proposé aux membres du Conseil Municipal d'approuver la gratuité d'adhésion en leur faveur.

Il est rappelé aux membres du Conseil Municipal que le tarif de cotisation annuelle de la bibliothèque est de 5€ pour les Sigéo-Castellois.

VU le code des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-29,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'instauration, pour les bénévoles de la bibliothèque ainsi que la bibliothécaire d'une gratuité d'adhésion.

APPROUVE les modifications de l'article 3.2. du règlement d'utilisation de la bibliothèque ci-joint.

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

POUR : 19

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1

MAHIEU Jean-Loup





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 16 (Pt N°1)  
17 (Pt N°8 au N°6)

Nombre de pouvoirs : 4 (Pt N°1)  
3 (Pt N°2 au N°6)

Nombre de votants : 20

Convoqués le :  
06/11/2015

## PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU DIX NOVEMBRE DEUX MILLE QUINZE à 18 H 00

#### Rapport annuel du service des Eaux de Montigny-Lès-Metz

Monsieur FRANZKE Raymond, Adjoint au Maire en charge des travaux, informe les membres du Conseil Municipal que conformément au décret n°95-635 du 6 mai 1995 relatif au rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable, il convient de prendre acte du rapport annuel de la SAUR relatif à l'année 2014.

➤ Qualité de l'eau

- Nitrates : Les taux de nitrates ont été maintenus, sur les sources de Montvaux, sous le seuil de 50 mg/l.
- Pesticides : Aucun dépassement des limites de qualité, ni même des seuils de détection, en 2014.

➤ Tarifs 2014

- Abonnement annuel : 10,84 €,
- Prix au mètre cube consommé : 0,9248 €/m3

➤ Travaux réalisés en 2014

- Pose de bouches de lavage sur le réseau (Marly, Scy-Chazelles)
- Diagnostic des ouvrages sur tour - Études complémentaires
- Liaison vallée de Montvaux - Ceinture sud : études complémentaires géotechniques
- Remplacement des supports de canalisation et reprise du calorifugeage - Ponts des Bateliers
- Aménagement d'une voie d'accès et réfection de la chambre de vannes au réservoir d'Augny
- Aménagement d'une voie d'accès au site de Maison Rouge
- Réfection façade du bâtiment R1 de Maison Rouge
- Pose de trappes anti effraction (protection des captages et des accès à l'eau)
- Reprise et renforcement des fondations du réservoir de Blory
- Le montant de ces travaux réalisés s'élève pour l'année 2014 à 80 112 € (TTC).

➤ Travaux envisagés à partir de 2015

- La poursuite de la protection des captages (80 000 €)
- Le renforcement de la liaison Vallée de Montvaux - réservoir de Blory qui comprend les travaux Montvaux-Maison Rouge et l'alimentation d'Augny par la ceinture Sud (506 000 €)
- La sectorisation du réseau par la pose de compteurs d'eau qui doit aider à la recherche de fuite et à la maîtrise des volumes distribués (80 000 €)
- La poursuite d'installation de purges sur le réseau de distribution pour assurer la qualité de l'eau (15 000 €)
- Le renouvellement de canalisations, notamment lors d'opérations de voirie (400 000 €).

Sur proposition de Monsieur Raymond FRANZKE, Adjoint en charge des Travaux,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

PREND ACTE et APPROUVE, le rapport annuel sur le prix et la qualité de service public de l'eau potable 2014,

CHARGE le Maire de l'exécution de la présente délibération.

**APPROUVÉ A L'UNANIMITÉ**

=====

Fin de la séance : 18h45

LE MAIRE

  
Frédéric NAVROT



LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Laurence HERRMANN

AFFICHÉ LE : 16 Novembre 2015

TRANSMIS EN PREFECTURE LE : 17 Novembre 2015

